

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie  
\*\*\*\*\*  
REGION DE L'EXTRÊME-NORD  
DEPARTEMENT DU MAYO-DANAY  
ARRONDISSEMENT DE MAGA  
\*\*\*\*\*

**COMMUNE DE MAGA**  
\*\*\*\*\*

STRUCTURE INTERNE DE GESTION ADMINISTRATIVE DES  
MARCHES PUBLICS  
COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROUN  
Peace – Work – Fatherland  
\*\*\*\*\*  
FAR-NORTH REGION  
MAYO-DANAY DIVISION  
MAGA SUB-DIVISION  
\*\*\*\*\*

**MAGA COUNCIL**  
\*\*\*\*\*

INTERNAL STRUCTURE FOR ADMINISTRATIVE  
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACTS  
INTERNAL TENDERS BOARD

## **DECISION D'ATTRIBUTION**

**N° 005-2025/DA/C-MAGA/SIGAMP/CIPM-BEC DU 28 MARS 2025**

**PORTANT ATTRIBUTION DEFINITIVE DE LA LETTRE-COMMANDE RELATIVE A LA  
CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE A L'EP KAÏ-KAÏ FOULBE  
DANS LA COMMUNE DE MAGA, DEPARTEMENT DU MAYO-DANAY, REGION DE L'EXTREME-  
NORD.**

**FINANCEMENT : MINEDUB - EXERCICE 2025**

### **LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAGA, MAÎTRE D'OUVRAGE,**

- Vu la loi n°96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n°2008/001 du 14 avril 2008 ;
- Vu la loi n°2006/012 du 29 décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariats ;
- Vu la loi n°2008/009 du 16 juillet 2008 fixant le régime fiscal, financier et comptable applicable aux contrats de partenariat ;
- Vu la loi n°2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code pénal ;
- Vu la loi n°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics ;
- Vu la loi n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des entreprises publiques ;
- Vu la loi n°2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
- Vu la loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu la loi portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2024 ;
- Vu la loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées ;
- Vu la loi portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2024 ;
- Vu le décret n°77/41 du 03 février 1977 fixant les attributions et l'organisation des contrôles financiers ;
- Vu le décret n°78/470 du 03 novembre 1978 relatif à l'apurement des comptes et à la sanction des responsabilités des Comptables ;
- Vu le décret n°2000/694/PM du 13 septembre 2000 fixant le régime des déplacements des agents et les modalités de prise en charge des frais y afférents, modifié et complété par le décret n°2018/1968/PM du 13 mars 2018 ;
- Vu le décret n°2003/011/PM du 09 janvier 2003 portant nomenclature budgétaire de l'Etat ;
- Vu le décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal des Marchés Publics ;
- Vu le décret n°2008/0115/PM du 24 janvier 2008 précisant les modalités d'applications de la loi n°2006/012 du 29 décembre 2006 fixant le régime général des contrats de partenariats ;
- Vu le décret n°2010/1735/PM du 1<sup>er</sup> juin 2010 fixant la nomenclature budgétaire des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- Vu le décret n°2012/079 du 09 mars 2012 portant régime de la déconcentration de la gestion des personnels de l'Etat et de la solde ;
- Vu le décret n°2013/006 du 28 février 2013 portant organisation du Ministère des finances ;
- Vu le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- Vu le décret n°2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- Vu le décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
- Vu le décret n°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de Passation des Marchés Publics ;
- Vu le décret 2013/059 du 15 mai 2013 fixant le régime particulier du contrôle administratif des finances publiques ;
- Vu le décret 2013/160 du 15 mai 2013 portant règlement général de la Comptabilité publique ;
- Vu le décret 2015/405 du 16 septembre 2015 fixant les modalités de rémunération des Délégués de Gouvernement, des Maires et de leurs adjoints ;
- Vu le décret 2015/406 du 16 septembre 2015 fixant les Indemnités et autres avantages alloués aux Délégués du Gouvernement, des Maires à leurs adjoints, aux membres du Conseil de la Communauté et aux Conseillers municipaux ;
- Vu le décret 2018/355 du 12 juin 2018 fixant les règles communes applicables aux marchés des entreprises publiques ;
- Vu le décret 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des marchés publics ;
- Vu le décret 2018/9387/CAB/PM du 30 novembre 2018 fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des Comités et groupes de travail interministériels et ministériels ;
- Vu le décret 2019/281 du 31 mai 2019 fixant le calendrier budgétaire de l'Etat ;
- Vu le décret 2019/320 du 19 juin 2019 précisant les modalités d'application de certaines dispositions des lois n°2017/010 et n°2017/011 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics et des entreprises publiques ;
- Vu le décret 2019/321 du 19 juin 2019 fixant les catégories d'entreprises publiques, la rémunération, les Indemnités et les avantages de leurs dirigeants ;
- Vu le décret 2019/322 du 19 juin 2019 fixant les catégories d'établissements publics, la rémunération, les Indemnités et les avantages de leurs dirigeants ;



- Vu l'arrêté n°401/A/MINMAP/CAB du 21 octobre 2019 fixant les seuils de recours à la maîtrise d'œuvre privée et les modalités d'exercice de la maîtrise d'œuvre publique ;
- Vu l'arrêté n°401/A/MINMAP/CAB du 21 octobre 2019 fixant la nature et les seuils des marchés réservés aux artisans, aux petites et moyennes entreprises, aux organisations communautaires à la base et aux organisations de la société civile et les modalités de leur application ;
- Vu l'arrêté n°403/A/MINMAP/CAB du 21 octobre 2019 ;
- Vu l'arrêté n°00000006/MINFI/DCI du 21 janvier 2019 fixant la liste des sociétés privées, des entreprises publiques, des établissements publics et des collectivités territoriales décentralisées, tenues d'opérer la retenue à la source de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'acompte de l'impôt sur le revenu au titre de l'exercice 2019 ;
- Vu l'arrêté n°025/CAB/PM du 05 février 2019 fixant le montant des indemnités de session versées lors des travaux des comités et groupes de travail interministériels et ministériels ;
- Vu l'arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur le cahier des clauses administratives générales, applicable aux Marchés Publics ;
- Vu la circulaire n°003/CAB/PM du 18 avril 2008 relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés publics ;
- Vu la circulaire n°00000004/CAB/MINFI du 18 mai 2012 portant instructions relatives à la tenue de la comptabilité-matières ;
- Vu la circulaire n°00003672/C/MINFI/SG/DGB/DCOB du 23 mai 2019 précisant les attributions des contrôleurs financiers à la lumière des dispositions de la circulaire n°002/C/MINFI du 19 juin 2018 modifiant et complétant certaines dispositions de la circulaire n°001/C/MINFI du 02 janvier 2018 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2018 ;
- Vu la circulaire n°00008349/C/MINFI du 30 décembre 2024 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et autres entités publiques pour l'exercice 2020 ;
- Vu la circulaire n°050/MINEPAT du 24 septembre 2019 relative à la réactivation des comités internes de gestion de la chaîne PPBS ;
- Vu la circulaire n°001/C/MINFI du 28 décembre 2024 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2025 ;
- Vu la circulaire n°001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des Marchés Publics ;
- Vu la lettre-circulaire n°004/CAB/PM du 19 août 2014 relative à l'élaboration des cadres de dépenses à moyen terme (CDMT) ;
- Vu la lettre-circulaire relative à la préparation et à l'exécution des budgets communaux au titre de l'exercice 2024 ;
- Vu le Code Général des Impôts mis à jour au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Vu la Décision n°00000157/CAB/MINMAP du 15 mars 2019 portant nomination des Présidents des Commissions Internes de Passation des Marchés auprès des Communes et Communes d'arrondissement ;
- Vu l'arrêté constatant l'élection du Maire et de ses adjoints à l'issue du scrutin du 09/02/2020 dans la Commune de Maga ;

## D E C I D E :

**Article 1<sup>er</sup> :** - L'Entreprise ci-après citée est retenue comme attributaire de la **lettre-commande** relative à la consultation susmentionnée :

PROJET	ADJUDICATAIRE	MONTANT DE L'OFFRE TTC	DELAI	FINANCEMENT
CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE A L'EP KAÏ-KAÏ FOULBE	<b>IBCC SARL</b> BP MAROUA	<b>21 984 650 F CFA</b>	<b>03 MOIS</b>	<b>MINEDUB</b> Exercice 2025

**Article 2 :** Le Directeur Général de l'Etablissement suscité est instamment invité à prendre contact avec la **Commune de Maga** pour la suite de la procédure.

**Article 3 :** - La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera. /-

**Ampliation :**

- MINMAP ;
- ARMAP ;
- CIPM/C-MACA ;
- INTERESSES ;
- AFFICHAGE ;
- CHRONO/ARCHIVES.

Maga, le 28 mars 2025  
Le Maire,  


REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie  
\*\*\*\*\*  
REGION DE L'EXTRÊME-NORD  
DEPARTEMENT DU MAYO-DANAY  
ARRONDISSEMENT DE MAGA  
\*\*\*\*\*

**COMMUNE DE MAGA**  
\*\*\*\*\*

STRUCTURE INTERNE DE GESTION ADMINISTRATIVE DES  
MARCHES PUBLICS  
COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROUN  
Peace – Work – Fatherland  
\*\*\*\*\*  
FAR-NORTH REGION  
MAYO-DANAY DIVISION  
MAGA SUB-DIVISION  
\*\*\*\*\*

**MAGA COUNCIL**  
\*\*\*\*\*

INTERNAL STRUCTURE FOR ADMINISTRATIVE  
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACTS  
INTERNAL TENDERS BOARD

## **COMMUNIQUE**

**N°005-2025/C/C-MAGA/SIGAMP/CIPM-BEC**

**PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE RELATIF A LA CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE A L'EP KAÏ-KAÏ FOULBE DANS LA COMMUNE DE MAGA, DEPARTEMENT DU MAYO-DANAY, REGION DE L'EXTREME-NORD.**

**FINANCEMENT : MINEDUB (RESSOURCES TRANSFEREES EXERCICE 2025)**

**Le Maire de la Commune de Maga, Maître d'Ouvrage, informe le public :**

Par Décision n°005-2025/D/C-MAGA/SIGAMP/CIPM-BEC du **28 mars 2025**, l'Entreprise dont le nom suit est déclarée attributaire du marché relatif à la **CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE A L'EP KAÏ-KAÏ FOULBE** DANS LA COMMUNE DE MAGA pour le montant et le délai suivants :

<b>SOUSMISSIONNAIRE</b>	<b>MONTANT TTC LU (FCFA)</b>	<b>MONTANT TTC CORRIGE (FCFA)</b>	<b>DELAI (MOIS)</b>
<b>IBCC SARL BP MAROUA</b>	<b>21 984 650 F CFA</b>	<b>21 984 650 F CFA</b>	<b>03 MOIS</b>

Ladite Entreprise est invitée à se présenter à la Commune de Maga, dans un délai de sept (07) jours à compter de la date de publication du présent communiqué, en vue de la souscription de son projet de marché.

Passé ce délai, l'attribution sera purement et simplement annulée.

**Ampliations :**

- MINMAP;
- ARMP;
- CIPM/C-MAGA;
- INTERESSE;
- AFFICHAGE-CHRONO/ARCHIVES

Maga, le **28 mars 2025**  
**Le Maire,**  
  




REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie  
.....  
REGION DE L'EXTRÊME-NORD  
DEPARTEMENT DU MAYO-DANAY  
ARRONDISSEMENT DE MAGA  
.....  
**COMMUNE DE MAGA**  
.....  
SECRETARIAT GENERAL  
BP 52 MAGA  
TEL 690 79 81 00



REPUBLIC OF CAMEROUN  
Peace – Work – Fatherland  
.....  
FAR-NORTH REGION  
MAYO-DANAY DIVISION  
MAGA SUB-DIVISION  
.....  
**MAGA COUNCIL**  
.....  
SECRETARIAT GENERAL  
PO Box 52 Maga  
Phone : 690 79 81 00

## NOTIFICATION DECISION D'ATTRIBUTION N° 005-2025/NDA/C-MAGA/SIGAMP/CIPM-BEC

Monsieur **MOHAMED IDRISOU**, DG IBCC SARL, BP Maroua, .

Nous avons le plaisir de vous notifier l'approbation de votre offre au montant de **21 984 650 F CFA TTC (vingt-un millions neuf cent quatre-vingt-quatre mille six cent cinquante francs CFA toutes taxes comprises)** pour la **CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE A L'EP KAY-KAY FOULBE** dans la Commune de Maga. Elle a fait l'objet de la décision d'attribution n° **005-2025/DA/C-MAGA/SIGAMP/CIPM-BEC** du **28 mars 2025**. Votre offre dûment approuvée ainsi que la décision d'attribution sont jointes en annexe.

Le présent contrat vaut conclusion de la lettre-commande. Conformément à ce qui est prévu dans le CCAP, le contrat prend cours le \_\_\_\_\_ pour une durée de **quatre-vingt-dix (90) jours**.

Dans les sept (07) jours à compter du lendemain de la date de notification de cette décision d'attribution, vous devez :

- souscrire la lettre-commande ;
- souscrire un cautionnement définitif dans les vingt (20) jours suivant la notification de la lettre-commande à la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC). Le cautionnement définitif dont le taux est de 3% du montant TTC du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître-d'ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

Tout renseignement complémentaire relatif à ces démarches peut être obtenu auprès du Maire de la Commune de Maga ou de l'Ingénieur du marché.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération.

**Le Maire,**  
(Autorité contractante)



*Abraham Boukar*